

Lesbos/Grèce, la nouvelle “cage” pour migrants

Les récentes tragédies à Lampedusa ont mis en lumière, une fois de plus, l’indifférence dominante de l’Union européenne face au sort des migrants. Aux portes de l’Europe, en Italie comme dans les îles grecques, les migrants sont sujets à des contrôles arbitraires aux frontières, et à des mesures sécuritaires qui mettent leurs vies en danger.

Ces derniers jours, plus de 80 migrants ont réussi à gagner l’île de Lesbos, malgré les nombreux refoulements qui ont lieu en Mer Egée. Ces femmes, ces enfants et ces hommes, qui fuient des pays dévastés, des régimes dictatoriaux ou d’insupportables conditions socio-économiques, sont victimes de violences et de l’indifférence des autorités grecques et européennes. En l’absence d’une réglementation claire, la police et les garde-côtes laissent les survivants de ces dangereuses traversées dans des limbes juridiques, sans aucune forme de protection, de soins et d’information.

Les migrants qui arrivent sur l’île de Lesbos doivent s’enregistrer afin de pouvoir ensuite quitter l’île. Néanmoins, l’enregistrement ne se déroule généralement qu’après leur arrestation et leur détention dans un nouvel établissement près du village de Moria. Ouvert le 25 septembre 2013, ce centre de détention, décrit officiellement comme un “centre de premier accueil”, est *de facto* un centre fermé, entouré de barrières et de fil barbelé. Il devrait par la suite également comprendre 600 places pour l’enfermement sur de plus longues périodes. La police locale, assistée par l’agence européenne Frontex, est responsable de l’identification des migrants, mais aussi des recherches d’informations sur les routes migratoires empruntées. Ces procédures ne signifient pas pour autant que les migrants accèdent à une protection, elles constituent en revanche des stratégies de contrôle, de surveillance et de dissuasion supplémentaires. Demander l’asile est actuellement impossible.

En 2009, des habitants de Lesbos, des migrants et des réseaux de militants internationaux ont réussi à faire fermer le vieux centre de détention de l’île, situé dans la zone industrielle de Pagani. Pagani est devenu le symbole des conditions inhumaines de détention, un Guantanamo dans la mer Egée. Trois ans plus tard, les militants locaux ont ouvert “Pikpa”, un village de solidarité auto-organisé où des centaines de réfugiés ont été accueillis. Cette expérience d’hospitalité réelle montre que l’enfermement n’est pas nécessaire.

Les personnes qui ont perdu la vie en mer Egée, comme ailleurs en mer Méditerranée, et celles qui sont détenues dans de véritables “cages”, nous rappellent la violence du régime européen des frontières. Ces pratiques ne peuvent pourtant pas empêcher les personnes de se déplacer; elles ne font que créer des trajectoires migratoires plus dangereuses.

Nous ne tolérons pas cette situation. L’exemple du centre d’accueil auto-organisé de Pipka à Lesbos, l’hospitalité de la population locale aux arrivants, prouve qu’il existe des alternatives à la militarisation du contrôle des frontières, aux refoulements et aux centres de détention. Cette alternative est basée sur la solidarité.

Ensemble, nous n’acceptons pas la détention de personnes en recherche de protection et de sécurité. Nous voulons les accueillir en Europe. Leur liberté de mouvement nous concerne tous. Nous n’accepterons jamais d’autres Pagani.

Bienvenue en Europe, Jeunes sans Frontières (Jugendliche ohne Grenzen – JOG) et leurs amis afghans et membres, qui ont été détenus dans l’enfer de Pagani en 2009 et avant comme mineurs et expulsés à Lesbos ces jours-ci, Migreurop.